

<https://www.pressegauche.org/Budget-du-Quebec-2021-2022-Les-gros-joueurs-doivent-payer-leur-juste-part>



Budget du Québec 2021-2022 - Les gros joueurs doivent payer leur juste part, plaide Vincent Marissal



- Communiqués -
Date de mise en ligne : lundi 15 février 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 15 févr. 2021 - Afin d'éviter que la classe moyenne québécoise ne fasse les frais du déficit de 15 milliards \$ anticipé pour l'année 2020-2021, le député de Rosemont et responsable pour Québec solidaire en matière de justice économique et fiscale, Vincent Marissal, appelle le gouvernement de la CAQ à mettre en place dans son prochain budget un impôt de pandémie destiné spécifiquement aux grandes entreprises dont les profits ont été au rendez-vous malgré la crise sanitaire.

« Le ministre Girard doit se rendre à l'évidence : éponger 15 milliards \$ de déficit sans augmenter les impôts ni couper dans les services, c'est une mission impossible. La question à 100 piasses, c'est "Qui va payer pour la crise" ? Si les grandes entreprises ne sont pas mises à contribution aujourd'hui, c'est la classe moyenne qui va payer le gros prix plus tard. Il est hors de question que les Québécois se fassent imposer une autre cure d'austérité ou des hausses d'impôt alors que les banques, les grandes chaînes et les géants du numérique, qui ont fait de juteux profits en 2020, ne paient pas leur juste part », martèle Vincent Marissal.

Afin d'éponger le déficit autrement que par l'austérité et d'aider les entreprises accablées par la pandémie à se relever, Québec solidaire propose la mise en place d'un impôt de pandémie destiné spécifiquement aux grandes sociétés qui ont été favorisées par la crise sanitaire. Leur taux d'imposition passerait ainsi de 11,6% à 17,4%, et ce, jusqu'au retour à l'équilibre budgétaire, ce qui permettrait de renflouer les coffres de l'État à hauteur de plus de 3 milliards \$ par année.

« Si la pandémie nous a permis de tirer une leçon importante, c'est bien que quand nos services publics sont sous-financés, c'est tout le Québec qui en paie le prix. Parlez-en au personnel soignant et aux familles des milliers de victimes de la COVID-19. La priorité absolue pour le prochain budget, elle est claire : il faut ramener de l'argent dans les coffres de l'État pour redresser la situation catastrophique dans nos services publics. Il est hors de question que le Québec rejoue dans le film de l'austérité et des coupes sauvages », conclut M. Marissal.